



# Observatoire des politiques publiques :

## Les Français et l'économie sociale et solidaire

---

### Sondage Ifop pour Acteurs Publics

Contact Ifop :

Damien Philippot

Directeur des Etudes Politiques

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44

[damien.philippot@ifop.com](mailto:damien.philippot@ifop.com)

Février 2015

**acteurspublics**  
www.acteurspublics.com

# 1 | La méthodologie



## Etude réalisée par l'Ifop pour Acteurs Publics

### Echantillon



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1 009** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

### Méthodologie



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

### Mode de recueil



Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 11 au 13 février 2015.

## 2 | Les résultats de l'étude

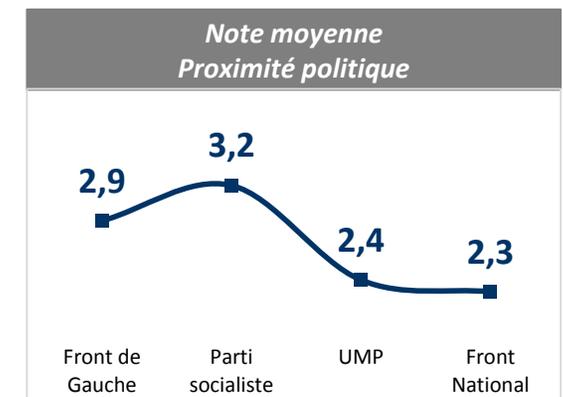
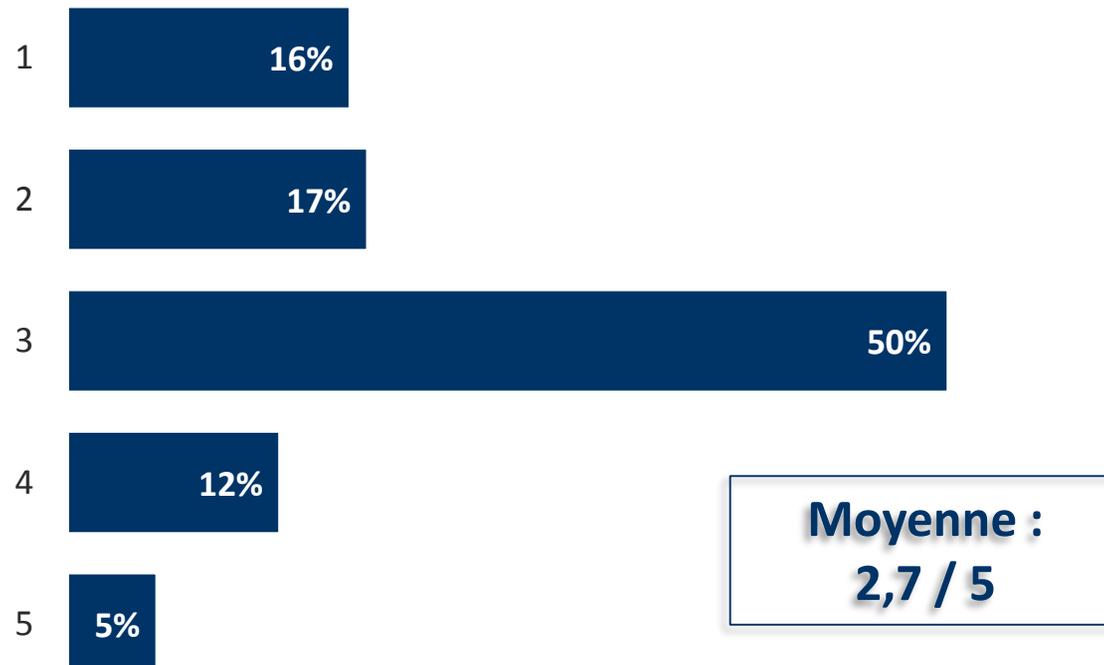


## Mise à niveau

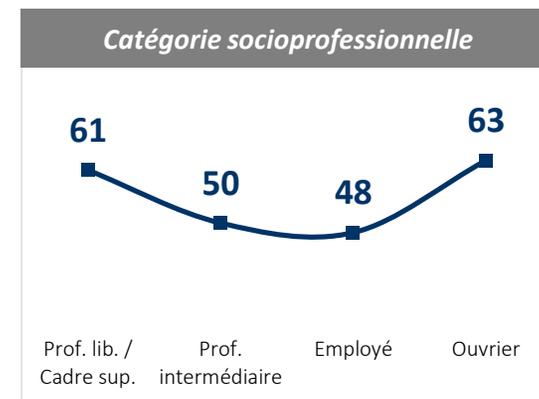
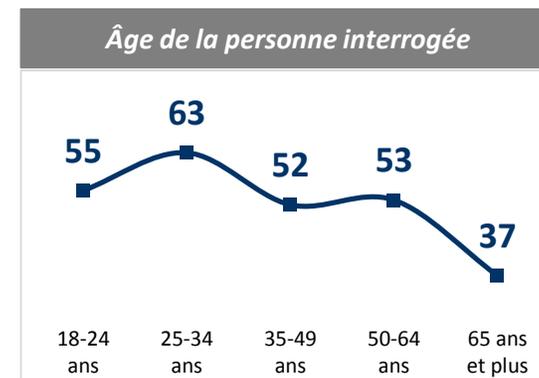
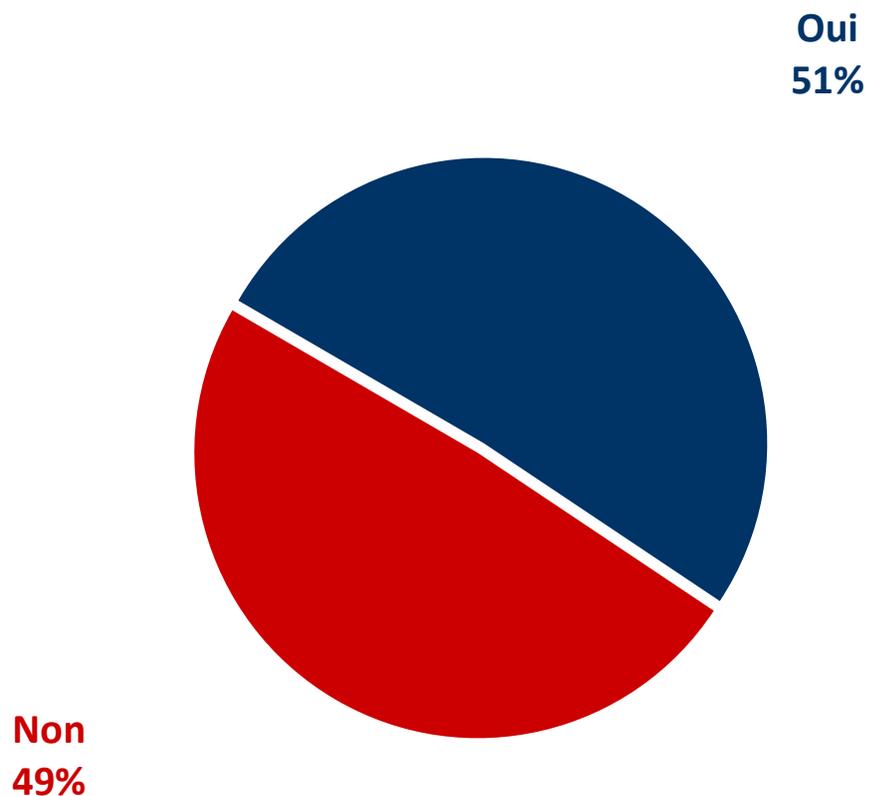
Une loi destinée à promouvoir l'économie sociale et solidaire (ESS) est en vigueur depuis l'été 2014.

L'économie sociale et solidaire (ESS) comprend les associations, fondations, coopératives, mutuelles et désormais des entreprises labellisées « ESS ». Les emplois dans l'ESS représentent 13,8% des emplois privés en France à fin 2013.

**QUESTION :** Diriez-vous que l'économie sociale et solidaire (ESS) est un levier important de création d'emplois en France ? A partir d'une échelle allant de 1 à 5, 5 signifiant que l'ESS est un levier tout à fait important de création d'emplois en France, et 1 qu'elle est un levier pas du tout important de création d'emplois en France, pouvez-vous indiquer où se situe votre opinion sur une telle échelle aujourd'hui ?

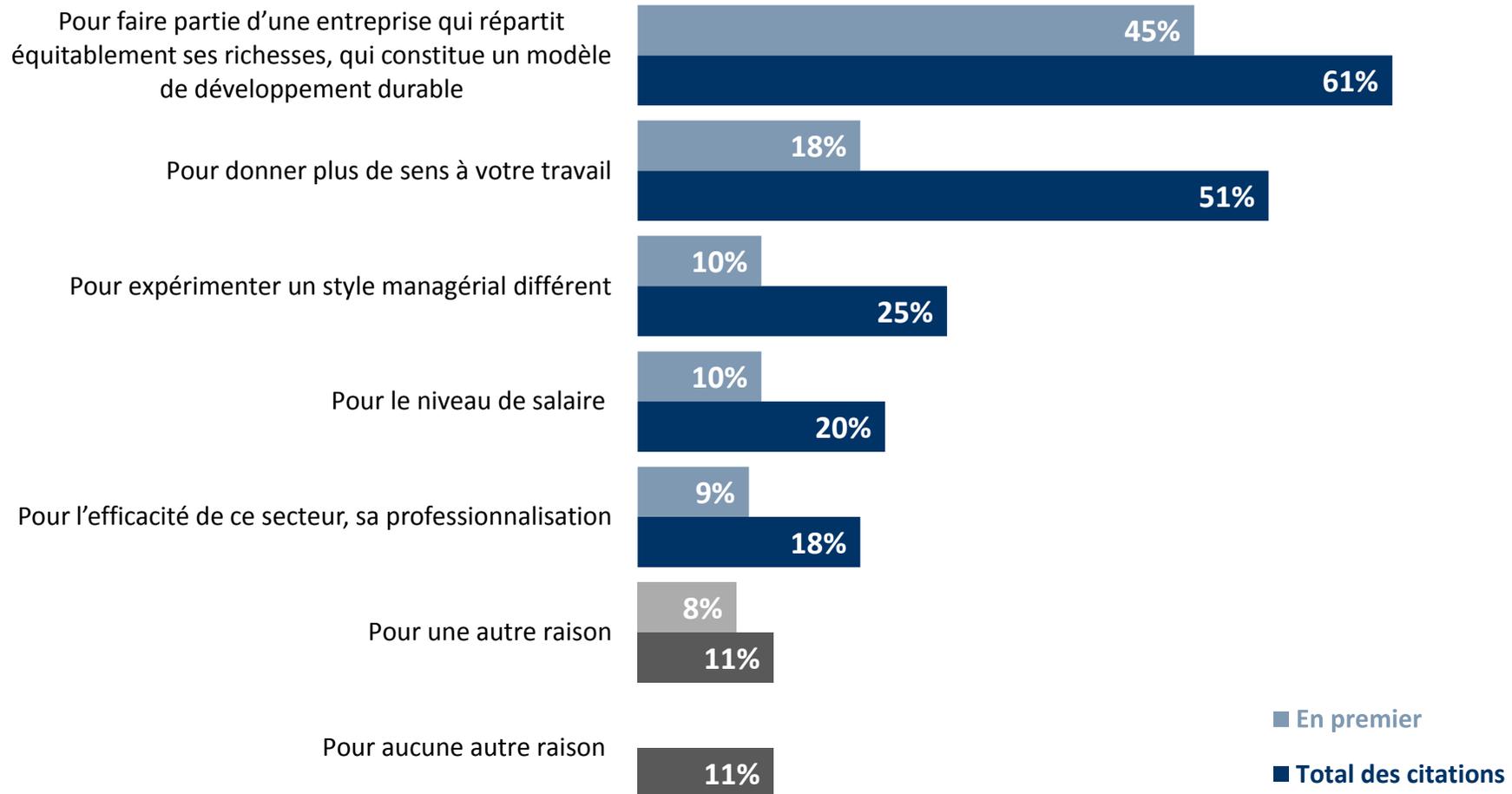


**QUESTION :** Pourriez-vous envisager de travailler demain dans une entreprise de l'économie sociale et solidaire ?

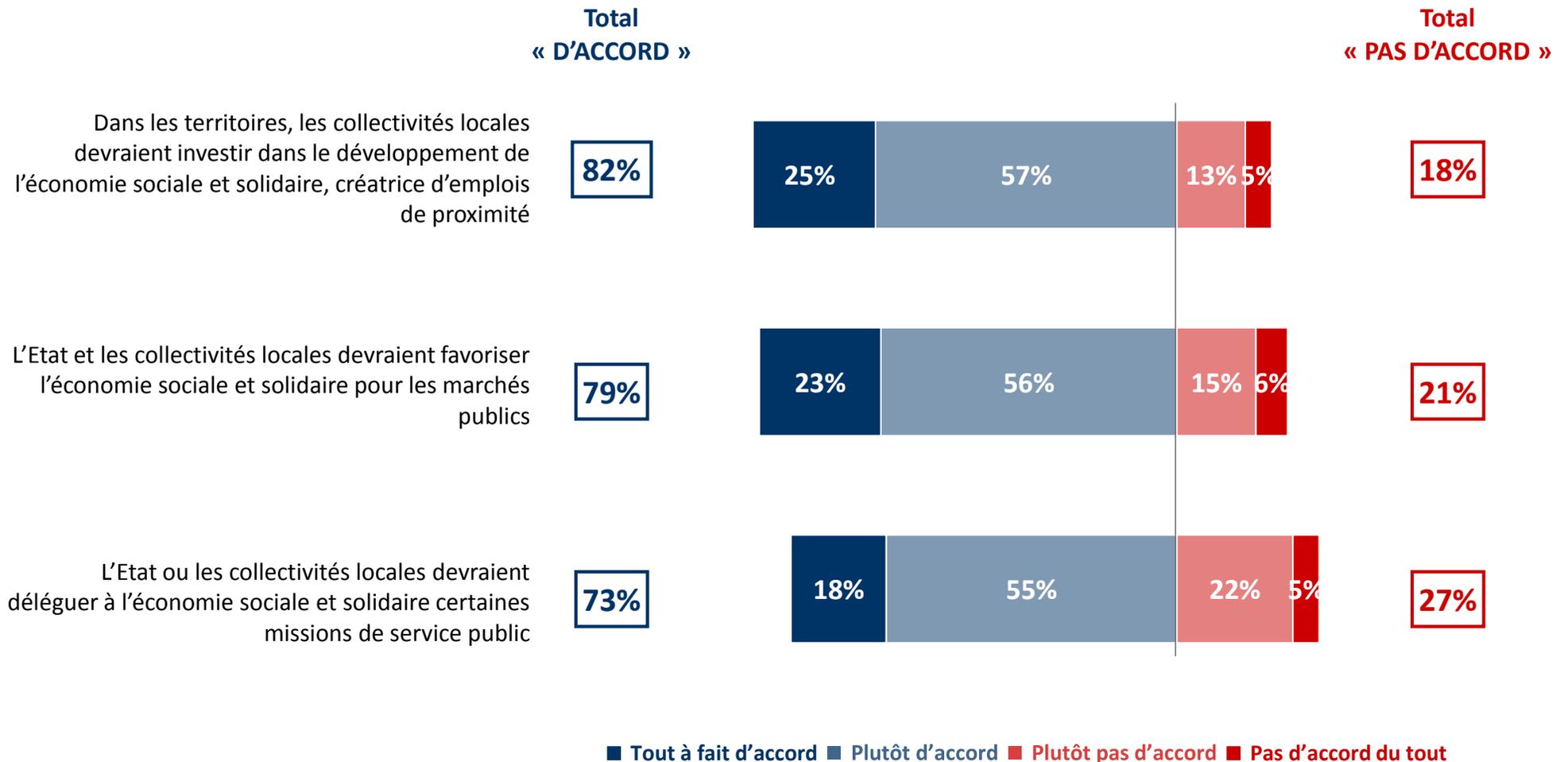


**QUESTION :** Vous avez déclaré pouvoir envisager de travailler demain dans une entreprise de l'économie sociale et solidaire. Pour quelle raison ? En premier ? Et en second ?

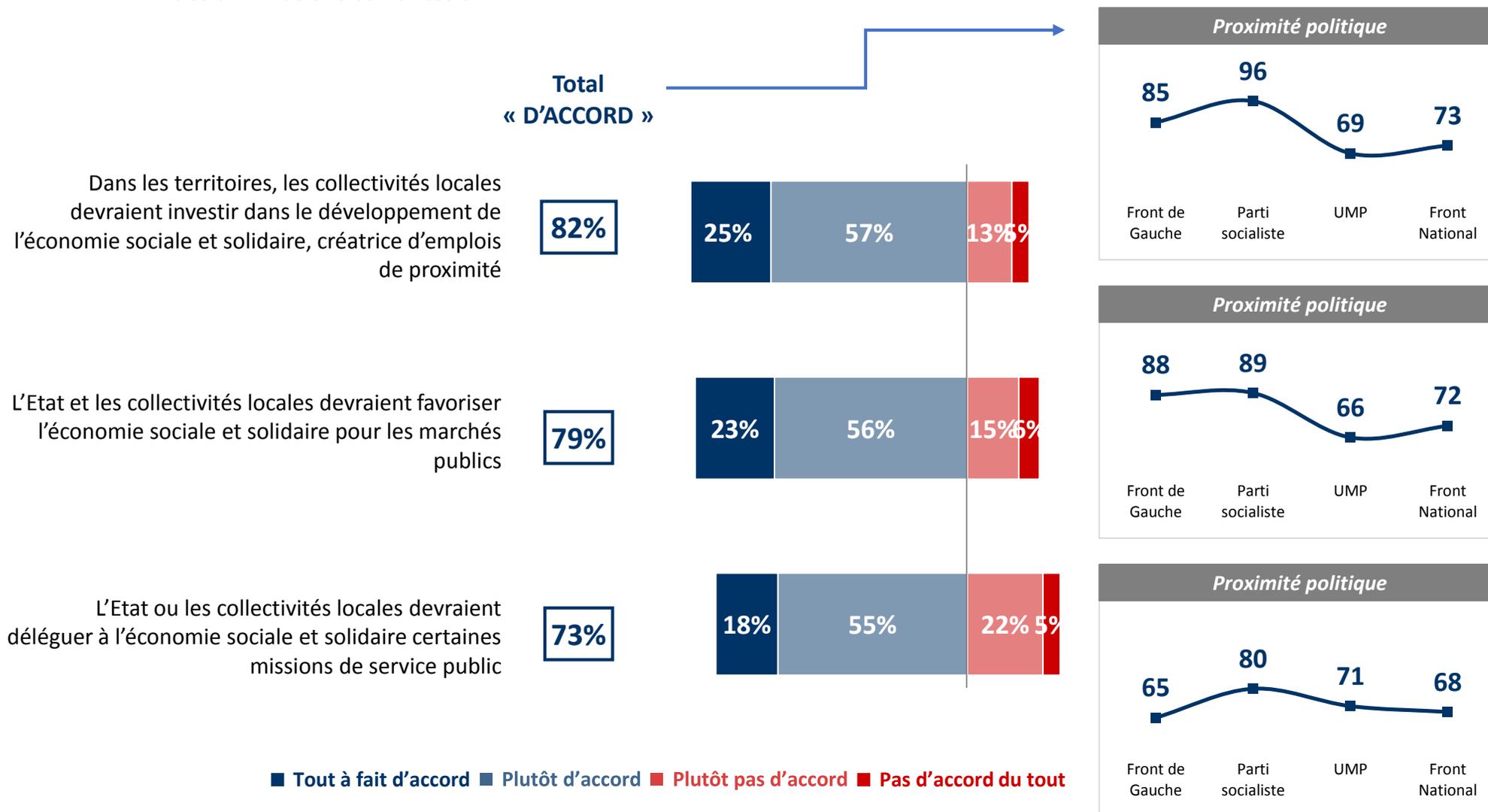
Base : posée uniquement aux personnes qui pourraient envisager de travailler demain dans une entreprise de l'économie sociale et solidaire, soit 51% de l'échantillon.



**QUESTION :** Diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des affirmations suivantes ?



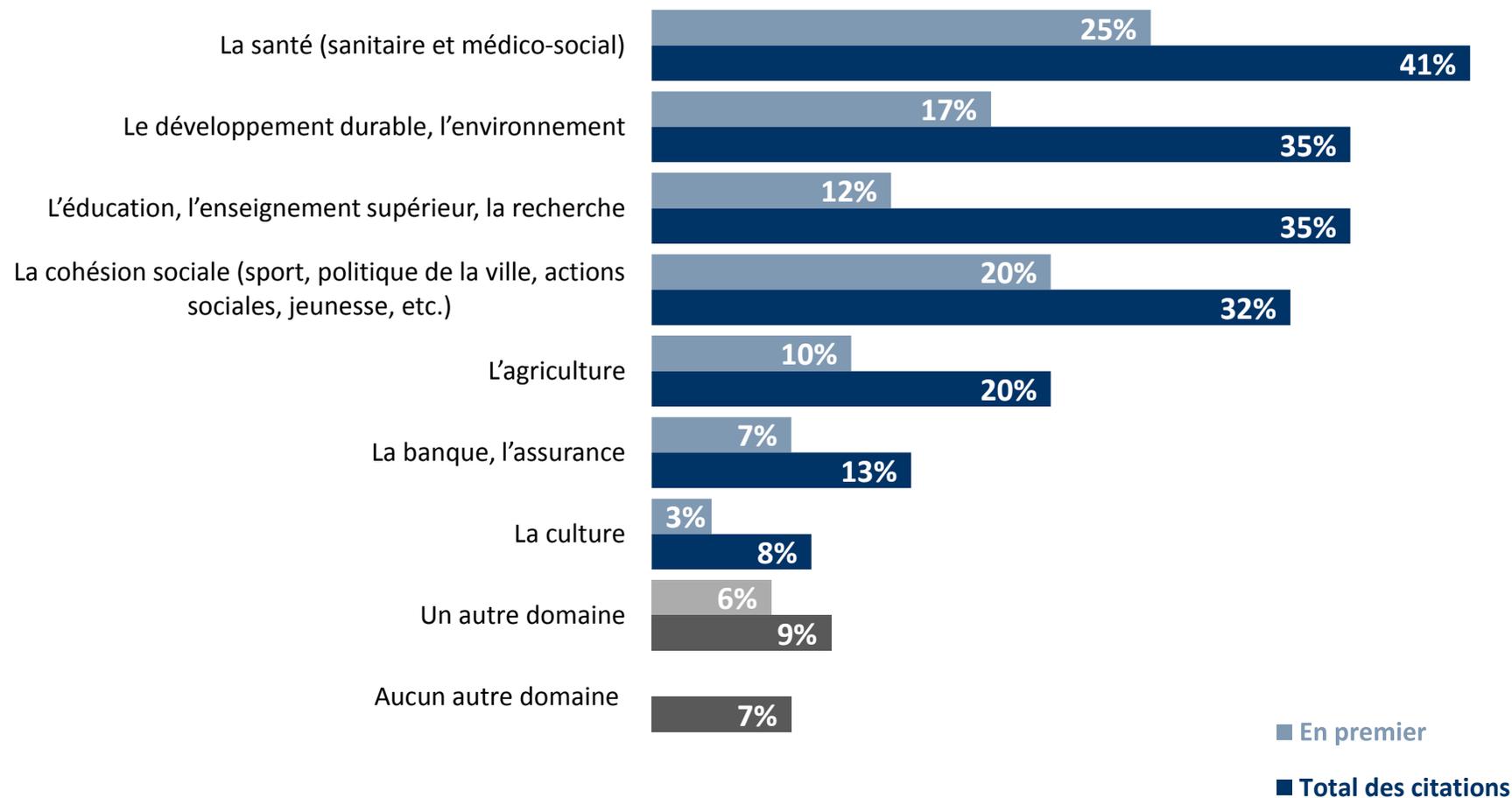
**QUESTION :** Diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des affirmations suivantes ?





# Les domaines dans lesquels le secteur public doit s'appuyer sur l'économie sociale et solidaire

**QUESTION :** Dans quels domaines le secteur public devrait-il selon-vous davantage s'appuyer sur l'économie sociale et solidaire ? En premier ? Et en second ?



# 3 | Les principaux enseignements



Relativement mal connue du grand public, l'économie sociale et solidaire (ESS) bénéficie cependant d'un a priori plutôt positif, notamment s'agissant de sa contribution potentielle à la réduction du chômage. Invités à donner une note de 1 à 5 pour évaluer le vivier d'emplois que l'ESS recèle, les interviewés s'accordent sur une note moyenne de 2,7. L'optimisme est plus fort à gauche qu'à droite, mais relativement élevé dans toutes les couches de la population.

L'engouement est réel, dans la mesure où 51% des personnes interrogées déclarent qu'elles pourraient envisager demain de travailler dans ce secteur. Ce pourcentage moyen varie bien entendu considérablement selon la situation personnelle. On note ainsi que les plus jeunes, en particulier la tranche d'âge des 25-34 ans, encore en phase de construction de leur carrière professionnelle, sont les plus nombreux à imaginer une telle orientation (63%), les séniors n'étant toutefois pas en reste (le taux atteint les 53% parmi les 50-64 ans, catégorie générationnelle confrontée à des difficultés d'emploi désormais bien identifiées). Il est frappant de constater que l'intérêt pour l'ESS touche quelle que soit la profession, en se hissant à un plus haut niveau pour des CSP se situant aux deux extrémités de l'échelle sociale (61% des professions libérales ou cadres supérieurs pourraient être tentés par l'ESS, de même que 63% des ouvriers).

Les raisons motivant une possible carrière dans l'ESS sont clairement visibles : les personnes intéressées citent en effet à 61% le fait d'appartenir à une entreprise qui répartit équitablement les richesses. A ce besoin de justice sociale au sein de l'entreprise, s'ajoute une autre dimension : 51% des interviewés évoquent l'envie de donner plus de sens à leur travail. Au-delà de ces deux composantes essentielles au bien-être du salarié, qu'il n'est pas étonnant de trouver en haut des réponses données, le gain salarial potentiel est peu mentionné, de même que l'efficacité du secteur, sa professionnalisation, ou encore le style managérial différent qu'on pourrait y expérimenter.

L'engouement pour l'ESS, répondant à l'intérêt bien compris du salarié qui pourrait y faire carrière, se traduit également par une adhésion forte à son développement, via le soutien des autorités publiques. Une large majorité des personnes interrogées considère ainsi que dans les territoires, les collectivités locales devraient investir dans le développement de l'ESS (82%), que l'Etat et les collectivités seraient bien inspirés de favoriser l'ESS dans le cadre des marchés publics (79%), ou encore que ces mêmes acteurs devraient déléguer à l'ESS certaines missions de service public (73%), cette dernière hypothèse se trouvant néanmoins en léger retrait et bénéficiant d'un soutien moins catégoriquement affirmé. Notons que pour chacune de ces orientations, l'exigence est certes plus fortement exprimée par les proches de la gauche que par les sympathisants de droite, mais qu'elle atteint un haut niveau quelle que soit la sympathie partisane, signe du caractère relativement consensuel de telles évolutions.

Pour terminer, invités à évoquer les secteurs pour lesquels le secteur public devrait davantage s'appuyer sur l'économie sociale et solidaire, les répondants se montrent assez partagés, signe de ce que l'ESS paraît trouver un terrain d'épanouissement favorable dans une large palette d'activités. Une petite prime est néanmoins donnée à quatre d'entre elles : la santé (citée par 41% des interviewés), le développement durable (35%), l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche (35%), et la cohésion sociale (32%). Plus audacieux, le choix de la banque, l'assurance n'est fait que par 13% des personnes interrogées, celui de la culture par 8%. Quand bien même elles sont relativement éclatées, les réponses traduisent dès lors une certaine forme de réticence quant à une extension large des champs d'application de l'ESS et une volonté de continuer à la voir se développer dans des missions qui paraissent en phase avec les orientations originelles la caractérisant.

### **Damien Philippot**

*Directeur adjoint du Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop*